

La lutte contre la désertification comporte des enjeux vitaux mais qui ne sont pas, ou peu, pris en compte

Par Marc Bied-Charreton, ancien chercheur à l'IRD, Professeur émérite des Universités

Depuis plus de trente ans les ressources naturelles des régions arides, semi-arides et sub-humides se dégradent pour deux raisons essentielles :

- l'augmentation de la population, notamment sur le continent africain, et les faibles changements technologiques dans les systèmes d'agriculture et d'élevage qui conduisent à une pression accrue sur les ressources ; et il faut y ajouter des processus de déboisement pour des raisons énergétiques ;
- des crises climatiques, et surtout les épisodes de sécheresses prolongés comme en a connu le Sahel, l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe depuis les années soixante-dix.

A cette double contrainte on peut ajouter des très faibles capacités d'investissement, un environnement économique défavorable, des cours des produits instables et bien souvent une insécurité civile très perturbante pour les populations concernées.

Or cette situation concerne environ 40% de la surface de notre planète, déserts compris, et affecte plus d'un milliard de personnes aujourd'hui ; qu'en sera-t-il demain si rien ne se fait, si les sécheresses se prolongent comme le pressentent les experts du Groupe intergouvernemental d'étude des climats et si la pression démographique persiste dans les mêmes conditions ?

Cette dégradation du capital naturel entraîne des processus de désertification et conduit à des situations de pauvreté de plus en plus graves pour ce milliard de personnes qui va augmenter d'ici vingt ans. En effet, elles tirent l'essentiel de leurs revenus de l'exploitation de ces ressources naturelles : eau, sols, végétation. Les pays de ces zones arides et semi-arides vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage ; la part due à l'exploitation de leur capital naturel dans la production de la richesse nationale est très importante, elle peut dépasser 50% du PIB. De plus, les écosystèmes de ces zones rendent des services qui vont au-delà de la simple fourniture de sols, de végétation, d'eau et de nutriments pour l'agriculture et l'élevage. La dégradation de ces écosystèmes est donc dommageable en termes économiques, sociaux et environnementaux. Prévenir leur dégradation et restaurer le capital naturel dégradé devraient figurer au titre des priorités nationales et internationales dans le contexte du respect des Objectifs de Développement du Millénaire adoptés en 2000.

Quelques exemples pour marquer les esprits :

- la superficie totale de l'Afrique est de 30 M km² ; le désert du Sahara couvre 8 M km², les déserts d'Afrique australe plus de 1 M km² ;
- sur ce qui reste, soit 21 M km², 13 M sont susceptibles d'être dégradés, 2,5 M km² sont modérément dégradés et 0,75 sont très fortement dégradés.

On mesure ainsi l'ampleur de ce processus sur ce continent.

Mais qui le sait, et qui s'en soucie, en dehors des populations qui vivent au quotidien l'aggravation de leurs conditions de vie et une poignée de scientifiques, de militants d'ONG et de fonctionnaires nationaux et internationaux qui n'arrivent pas à se faire entendre ?

En Europe, désertification signifie abandon des campagnes ; pendant longtemps, dans les milieux internationaux et les pays concernés la lutte contre la désertification (LCD) se bornait à des opérations physiques, voir biologiques, de fixation de dunes afin d'empêcher celles-ci d'envahir les villes et les infrastructures ; ce qui est toujours une menace réelle, mais on ne peut réduire la LCD à cela.

Si l'homme, et ses pratiques culturelles mal adaptées à ces nouvelles situations de sécheresses et d'augmentation de la population, est le principal acteur de la désertification, il est aussi le principal acteur de la LCD. Mais à quelles conditions ?

Aujourd'hui on sait que la désertification entraîne des pertes annuelles qui peuvent atteindre quelques pourcent du PIB, ce qui est très important ; mais on sait aussi qu'avec 300 € par hectare et par an pendant trois ou quatre ans on peut restaurer une fertilité dégradée, re-végétaliser un milieu, permettre à l'eau de s'infiltrer et permettre aux paysans de doubler, voire tripler leurs rendements avec des pratiques légèrement modifiées et un peu d'engrais.

Alors pourquoi presque rien ne se passe, en dépit d'efforts méritoires constatés dans quelques pays par des agriculteurs qui ne disposent que de très faibles revenus. Il ne semble pas que la gravité des situations vécues par ces paysanneries soit réellement perçue.

Une question fondamentale se pose : qui doit supporter les coûts de la recapitalisation de ces milieux dégradés, à la fois pour les rendre à nouveau productifs et pour redonner aux écosystèmes leurs fonctions ? L'APD, les budgets nationaux ? Des investisseurs privés ? L'argent du retour des migrants ? Des partenariats publics/privés ? Et que faisons-nous de l'APD ?

L'APD française augmente faiblement car on y inclut la réduction de la dette : en valeur absolue les montants disponibles baissent. Et où va cet APD ? On connaît les six secteurs prioritaires définies dans les récents débats du CICID : les priorités agricoles et environnementales y sont certes affichées, mais on demande à nos pays partenaires de cibler deux secteurs prioritaires sur les six retenus. Et rares sont ceux qui retiennent les priorités nécessaires à la LCD et au développement des zones arides, c'est-à-dire essentiellement des investissements agricoles et en restauration des milieux. La baisse des investissements agricoles risque donc de se poursuivre alors même que l'on peut démontrer qu'ils peuvent être rentables, économiquement et socialement. On refuse d'admettre que des zones de prix agricoles stables sont absolument nécessaires au développement des peuples concernés. On laisse les ONG et l'argent des migrants panser les plaies de ces situations de pauvreté. Et nos outils d'aide au développement ne sont pas ou peu adaptés au fait qu'il faudrait qu'un minimum d'APD parvienne à ses destinataires finaux, les agriculteurs et les éleveurs. Notre dispositif est trop lourd, ses réformes successives n'ont pas encore porté ses fruits, la société civile est trop souvent ignorée : on note que seulement 1% de l'APD française passe par les ONG, au lieu de 20 dans les pays scandinaves. De plus, les aides publiques européennes et celles des banques de développement ne sont guère orientées vers des investissements agricoles et de recapitalisation des milieux dégradés.

Comment arriverons nous à développer des argumentaires convaincants ? De quoi ont besoin nos décideurs nationaux, des pays touchés, des banques et agences de développement ? Est-ce que brandir le spectre de migrations massives vers l'Europe est honnête, alors même que l'on sait que le départ en migration internationale est la dernière solution, après toutes les autres.

Ne pourrions nous pas accentuer les idées de politiques de co-développement, toujours annoncées mais jamais réalisées, en essayant de manier à la fois les crédits de l'APD pour des investissements sur le long terme, et cesser des aides – projets à court terme et inefficaces, d'encourager des crédits privés en les gageant sur l'argent du retour des migrants et de ne pas laisser la lutte contre la pauvreté reposer sur le micro-crédit, les aides alimentaires d'urgence et les aides humanitaires ? Pour généreuses qu'elles soient elles ne règlent rien.

28 novembre 2006